

Burundi : Agathon Rwasa candidat du principal parti d'opposition à présidentielle

@rib News, 16/02/2020 Source AFP Le Conseil national pour la liberté (CNL), principal parti d'opposition au Burundi, a désigné dimanche à Bujumbura son président Agathon Rwasa comme candidat à la présidentielle prévue le 20 mai 2020. La candidature de M. Rwasa, choisi par le bureau exécutif du parti, a été présentée dimanche au millier de congressistes présents, au cours d'une séance huis clos, a expliqué le maître des cérémonies, Félix Mpozerini.

A 56 ans, Agathon Rwasa, chef historique des rebelles hutu des Forces nationales de libération (FNL), est considéré comme le principal rival du général Evariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir au Burundi, issu également d'un mouvement rebelle hutu, le CNDD-FDD. Agathon Rwasa, vaincu de la tête du parti FNL fin 2010 avec la bénédiction du pouvoir, avait pris la tête d'une coalition d'indépendants, Amizero y' abarundi (Espoir des Burundais) devenue la 2e force politique à l'issue des élections contestées de 2015. Il a dû créer ensuite un nouveau parti, le CNL, pour se conformer à la nouvelle constitution de 2018 qui interdit notamment les coalitions d'indépendants. "Nous sommes déjà engagés dans une campagne électorale très dure parce que nous avons en face de nous un parti, le CNDD-FDD, et un candidat, le général Ndayishimiye, déterminés à tout mettre en oeuvre pour garder le pouvoir, mais nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout cette fois", a déclaré à l'AFP dimanche le représentant du CNL à l'international, Aimé Magera. "Pour preuve, il y a déjà 490 cadres et militants de notre parti emprisonnés, dont 80 dans la seule province natale (Ngozi) de M. Rwasa, une dizaine ont été assassinés, d'autres ont été torturés et plus de 80 de nos permanences ont été détruites", a-t-il dit. Ces violences sont régulièrement rapportées par les médias indépendants et la société civile. Aujourd'hui, les écoles semblent plus ouvertes même si le parti au pouvoir au Burundi tente de tout verrouiller, estime un diplomate qui a requis l'anonymat, en faisant allusion à la décision du président actuel Pierre Nkurunziza de ne pas se représenter. M. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, avait surpris en annonçant en juin 2018 qu'il ne se représenterait pas à sa succession en 2020, alors que la nouvelle Constitution modifiée par référendum le lui permettait. L'annonce en avril 2015 de sa candidature à un troisième mandat avait plongé son pays très pauvre dans un cycle de violences et de violations massives des droits humains qui ont fait 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes, selon les estimations de la Cour pénale internationale qui a ouvert une enquête.